

Après Giscard l'Africain... Mitterrand l'Africain !

Ben (Groupe d'Amiens)

Ben (Groupe d'Amiens)
Après Giscard l'Africain... Mitterrand l'Africain !
10 juin 1982

extrait le 30 aout 2026 de FICEDL, tiré du *Monde
libertaire* (n°442)

Table des matières

Une affaire de famille	3
Les promesses socialistes	4
Après les discours, la réalité!	5
Quelles perspectives?	7

Continent martyrisé, terre d'élection de la pègre financière avec son cortège d'experts, de bailleurs de fonds qui règnent en maîtres sur des populations soumises à la malnutrition et à la faim, l'Afrique poursuit sa triste destinée en dépit de multiples foyers de tension allumés par les divers impérialismes qui se sont partagés la planète.

Plus que jamais, l'Afrique reste un continent bâtard constitué d'une véritable mosaïque d'États, fabriqués par le colonialisme, divisés par de multiples cloisonnements ethniques, culturels, sociaux... Maintenus dans une exploitation féroce grâce aux divers rejets locaux mis en place par le néo-colonialisme, ces États continuent à fonctionner sur les modèles occidentaux et ont le plus grand mal à devenir autonomes, que ce soit au niveau économique ou politique, face aux pays industrialisés, bien décidés à préserver leurs intérêts.

Zone privilégiée de l'impérialisme français, l'Afrique était en droit de se poser quelques questions avec l'arrivée de la gauche au pouvoir et avec elle toute une pléiade de militants anti-impérialistes qui, pour avoir pris au comptant quelques promesses électorales, connaissent aujourd'hui les larmes amères du désespoir.

Une affaire de famille

De de Gaulle à Giscard, la France se comportant comme un vulgaire Cuba, joua le rôle de gendarme de l'Occident en Afrique. En même temps, elle tissa les mailles d'un vaste filet néo-colonial dans le but d'asservir les anciennes colonies d'Afrique de l'Ouest ou d'Afrique centrale par une maîtrise des circuits monétaires, bancaires, de transports et de commerce, et par une politique de coopération contraire dans ses formes et ses objectifs aux intérêts des peuples.

Avec Giscard, la crapulerie règne en maître. D'une part, l'Afrique est devenue une véritable affaire de famille : le pépé, le papa, le tonton et les cousins ont tous des postes d'administrateurs dans des grosses sociétés africaines. D'autre part, la soldatesque française a eu en diverses

occasions les moyens de prouver son « utilité » à chaque fois qu'il fallait soutenir un régime corrompu en butte à des insurrections à base populaire. Avril 1977 : Giscard envoie du matériel militaire au Zaïre pour sauver son pote Mobutu ; mai 1978 : les troupes françaises renforcées participent activement aux combats contre les « rebelles » au Tchad ; mai 1978 : les paras français « nettoient » Kolwesi ; septembre 1979 : Dacko arrive à Bangui accompagné par les paras décidément moins rares que les éléphants africains qui servent de temps à autre de cibles à Giscard.

Les promesses socialistes

Le projet socialiste comportait une critique véhémement de la politique giscardienne en Afrique : « L'Afrique est aujourd'hui le champ privilégié du capitalisme sauvage. Les gouvernements de la V^e République ont une lourde responsabilité dans le développement des rapports néo-coloniaux qui se sont tissés depuis l'indépendance... Dans presque chacun de ces pays, dans presque chacune de nos relations, l'honneur et l'intérêt de la France commandent de prendre le contre-pied de cette politique. » Entre les deux tours de l'élection présidentielle, une étude de trente-deux pages intitulée « Le Parti socialiste et l'Afrique sud-saharienne » promettait une modification de la politique africaine du gouvernement français. Mais rien de véritablement concret n'émergeait d'un discours qui englobait l'Afrique dans une stratégie tiers-mondiste, généreuse et vaguement humaniste. Deux thèmes généraux étaient mis en avant : une nouvelle conception de la coopération qui devait être totalement remaniée, devaient notamment être exclus de cette coopération les régimes racistes et ceux où les atteintes aux droits de l'homme « constituent en quelque sorte un principe de gouvernement ». Enfin, les socialistes prônaient un nouvel ordre économique mondial.

théories et des modèles étrangers pour s'inspirer avant tout du contenu et de la forme des formations sociales sénégalaises et africaines analysées dans leur évolution historique et analysées dans leur contexte historique spécifique. Une lueur d'espoir pour les populations africaines...

Ben (groupe d'Amiens)

Après les discours, la réalité !

L'Empire colonial français s'est toujours fondé sous le couvert d'une mission civilisatrice et universelle. Et la gauche ne faisait que répéter un discours éculé. D'ailleurs, cette gauche mesquine avait déjà eu en quelques occasions, la possibilité de mettre en application son soi-disant internationalisme. Ainsi, de 1945 à 1947, communistes et socialistes participent au pouvoir. En dehors de leur combat pour un « colonialisme démocratique et avancé », ils se firent les agents directs de la répression coloniale quand ils n'en étaient pas les complices impuissants. L'énumération serait longue des révoltes et des conflits sociaux brutalement réprimés. Citons pour mémoire la répression sanglante (1947) contre l'insurrection malgache qui fit dans les 100 000 morts. Ce ne fut pas la SFIO de Guy Mollet qui sauva l'honneur perdu de la gauche. Rappelons-nous les interventions militaires dirigées par des socialistes sur le canal de Suez contre Nasser, le développement de la répression en Algérie, toujours à l'instigation des socialistes. Même sous Giscard, les socialistes restèrent étrangement silencieux : appui de l'intervention au Zaïre sinon dans la forme du moins dans le fond, minimisation de l'affaire des diamants...

Malgré l'histoire, l'arrivée d'un président socialiste au pouvoir en France a suscité en Afrique un certain nombre d'interrogations. Interrogations teintées d'inquiétude pour tous les potentats d'opérette qui, du Sahara au Cap, ont constamment pu s'appuyer sur l'aide bienveillante et résolue des précédents gouvernements qui leur ont permis de goûter les délices du pouvoir, puis de s'y maintenir accrochés au prix de nombreux massacres. Interrogations teintées d'espoir pour les populations soumises à un joug impitoyable qui entrevoyaient l'amorce d'une ère nouvelle synonyme de liberté retrouvée et de respect de leurs droits les plus élémentaires.

Après douze mois de gestion socialo-communiste, force est de constater que Mitterrand s'est avant tout employé à

rassurer ceux-là mêmes que sa présence inquiétait, ceux-là mêmes qu'il y a encore peu de temps son parti fustigeait à l'occasion d'injustices un peu trop criantes. À l'inverse, le silence persistant des socialistes à propos des droits de l'homme en Afrique inquiète la majorité des Africains. En effet, les communiqués de Cheysson n'ont tendance à voir de l'arbitraire que dans les pays de l'Est ou en Amérique latine ! Une seule fois le PS s'est fendu d'un communiqué pour réclamer la libération des dirigeants de l'USFP au Maroc.

En quelques mois, le gouvernement n'a pas tardé à chausser les mêmes bottes que Giscard, les safaris en moins. Aucun débat public sur la politique africaine n'a eu lieu qui, une nouvelle fois, demeure l'apanage exclusif de l'Élysée. Mitterrand et son équipe ont constamment mis en avant « la nécessité de respecter les engagements de la France », les « responsabilités » de la France vis-à-vis de ses alliés face aux super-puissances. Que ce soit avec la conférence des PMA, Cancún, la conférence des chefs d'États de France et d'Afrique et le récent voyage de Mitterrand en Afrique, s'est dessinée une politique générale vis-à-vis de l'Afrique en particulier et du Tiers-Monde en général où les mots creux se sont succédé aux mots creux. La réalité, pour sa part, reste avant tout axée sur la rentabilité. Ainsi, dans *Le Monde* du 8 juillet 1981, J.-P. Cot s'exprimait ainsi : « La générosité à l'égard du Tiers-Monde s'identifie à l'intérêt bien compris de la France. » « Aider le Tiers-Monde, c'est s'aider soi-même », lui faisait écho Mitterrand dans son discours d'ouverture de la conférence des PMA. » Si c'est pas nous qui vendons les armes, ce sera les autres », concluait en gros le sinistre Hernu ! Ce sont sans doute au nom de ces principes qu'après avoir reçu Houphouët, Mitterrand a invité Léopold Senghor à son investiture, s'est amouraché avec Bongo et s'est découvert un parent dans la personne de Mobutu. Dans le même temps, les échanges commerciaux, techniques et financiers se sont fortement développés avec... l'Afrique du Sud. Le pays de l'apartheid, grâce à la France socialiste, va enfin pouvoir disposer des 75 tonnes d'uranium enrichi

qui vont alimenter la centrale nucléaire de Koeberg et qui lui faisaient défaut suite au boycott des pays industrialisés motivé par le refus des Sud-Africains d'adhérer au traité de non-prolifération.

Quelles perspectives ?

Mitterrand ne pourra gérer le système dont il a hérité que dans le sens de l'équilibre et de l'ordre économique, social et politique français. La France a tissé trop de liens économiques étroitement dépendants avec l'Afrique francophone et le gouvernement socialiste qui en aucun cas ne veut remettre en cause les structures économiques et de classes du système capitaliste, sera obligé d'en tenir compte et agira dans le même sens que ses prédécesseurs. En effet, l'équilibre de la France dépend de ses dominations en Afrique noire, qui lui fournissent une bonne part de ses matières premières et représentent un réservoir de première importance pour écouler ses productions industrielles ainsi qu'un débouché vital pour ses capitaux.

Dans ce cadre, et uniquement dans ce cadre, les socialistes ne pourront que conserver ou tout au plus rendre plus présentables des rapports économiques de domination et de pillage.

Les populations africaines comme les travailleurs français n'ont rien à attendre de bon des nouveaux tenants du pouvoir. Il faut casser les structures économiques qui ont imposé une division internationale du travail et le pillage incessant des pays du Tiers-Monde par les puissances industrialisées qui viennent impudemment étaler leurs fastes sous les lambris de Versailles. Il faut remplacer ces structures de domination par une société libertaire et fédéraliste. Si en Afrique noire l'anarchisme a difficilement pu s'implanter en tant que mouvement organisé, les concepts libertaires n'en sont néanmoins pas absents. La création d'une organisation anarchiste au Sénégal est, à cet égard, digne d'intérêt. Dans la conception de leur projet de société, les anarchistes sénégalais ont pris leurs distances à l'égard des